

Le oui aux «multinationales responsables» atteint 78%

Sondage

Faire rendre des comptes aux entreprises pour les dégâts graves causés à l'étranger?

La population dit oui à l'initiative.

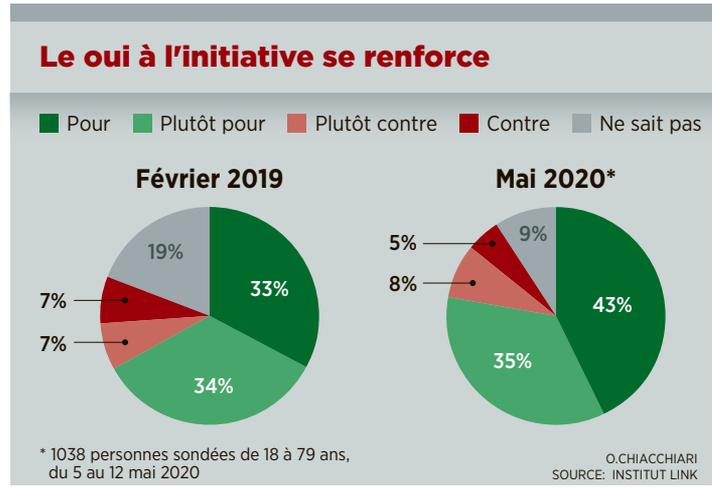
La crise durcit les fronts.

C'est une petite surprise. L'initiative populaire «pour des multinationales responsables» résiste à l'incertitude économique et la prudence qui l'accompagne d'ordinaire. Même plus: ce texte, qui exige des entreprises domiciliées en Suisse qu'elles soient tenues responsables des dommages à l'environnement et des violations des droits humains causés par leurs filiales à l'étranger, séduit de plus en plus.

Selon un sondage commandé par le comité d'initiative à l'Institut Link, 78% des personnes interrogées se déclarent favorables au texte, soit onze points de plus qu'en février de l'an dernier, trois points de plus par rapport à août.

«Une cause juste»

Le comité a interrogé les sondés précisément sur les effets de la crise du coronavirus sur leur perception de l'initiative. Résultats: 40% des gens qui étaient prêts à soutenir le texte avant se disent encore plus convaincus de son bien-fondé aujourd'hui. «Cela indique que nous défendons une cause juste, celle de la responsabilité, qui justement en cette période a démontré qu'elle était une valeur fondamentale et dans l'intérêt de tous. Et que la population n'apprécie pas les tergiversations du parlement», réagit Dick Marty, coprésident du comité d'initiative et ancien conseiller aux États PLR tessinois. Cela dit, de la même manière, 40% des personnes qui



«Les tactiques dilatoires du lobby des multinationales ne sont pas parvenues à nous épuiser»



Dick Marty,
coprésident
du comité
d'initiative

rejetaient la proposition avant la crise du coronavirus se sentent aussi renforcées dans leur position. Les fronts se polarisent. Le parlement risque bien de s'en faire le miroir lors de sa session d'été, dès mardi prochain. Il doit enfin terminer le traitement de l'initiative «pour des multinationales responsables» déposée en 2016 déjà. Et chacune des Chambres s'en tient à sa position. Le Conseil national appuie un contre-projet qui introduit un principe de responsabilité civile pour les entreprises, tout en restreignant son champ d'applica-

«La population doit pouvoir se décider. Il n'y a pas à avoir peur»



Ruedi Noser,
conseiller aux
États (PLR/ZH)

tion et le nombre de sociétés concernées. Malgré les concessions à faire, le comité d'initiative promet de retirer son texte - et ainsi éviter une votation populaire - si ce projet entre en vigueur.

«Sans valeur politique»

Après de nombreux rebondissements, le Conseil des États s'est quant à lui rallié à un contre-projet qui porte la patte de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter. Il obligerait les «sociétés d'intérêt public» à rendre un rapport dans leurs comptes annuels sur leur responsabilité

dans deux domaines: les matières premières et le travail des enfants. «Avec ce contre-projet, la Suisse aurait le droit le plus moderne d'Europe en matière de standards relatifs aux droits humains pour les entreprises, affirme le conseiller aux États Ruedi Noser (PLR/ZH), l'un des fers de lance du combat contre l'initiative. Le contre-projet du National servirait à donner du travail aux juristes et aux avocats, mais ne contribuerait pas davantage à faire avancer les droits humains et la protection de l'environnement.»

Pour de nombreux acteurs économiques, le hic, c'est que si la position du Conseil des États n'évolue pas, il y aura un vote populaire et la campagne pourrait s'avérer un poison pour l'ensemble des entreprises. Qui aurait intérêt à défendre la poignée de sociétés sises en Suisse dont les filiales contaminent des rivières au Tchad ou expulsent des familles de paysans au Pérou? Ainsi, la Fédération des entreprises romandes, le Groupement des entreprises multinationales, Migros, Coop, ou encore récemment la Fédération des industries alimentaires suisses prient le parlement de soutenir le contre-projet du National.

Ce sondage ne leur donne-t-il pas raison? «Ce sondage n'a pas de valeur politique. Il ne dit rien d'une campagne de votation. La population doit pouvoir se décider. Il n'y a pas à avoir peur», réagit Ruedi Noser. Le comité d'initiative se tient prêt à un vote, en novembre ou en mars. «Il va falloir se battre pour convaincre, même si les sondages nous sont favorables. Mais une chose est sûre, les tactiques dilatoires du lobby des multinationales ne sont pas parvenues à nous épuiser», affirme Dick Marty.

Lise Bailat